

Fonction publique : le faux big bang d'Emmanuel Macron

Le « big bang » annoncé de la réforme de l'administration a déjà suscité une levée de boucliers de toutes parts. L'objectif du président de la République est de baisser le nombre de fonctionnaires de 120 000 (50 000 pour l'État, 70 000 pour les autres collectivités publiques) sur toute la durée du mandat présidentiel, et d'atteindre un budget équilibré à l'horizon 2022.

Ces annonces sont très peu ambitieuses par rapport à l'enjeu que pose la situation de l'organisation de la fonction publique en France. Les problèmes de finances publiques sont connus et constamment rappelés par l'OCDE et la Cour des comptes : la France est dans le top 5 des pays de l'OCDE pour son endettement, son fardeau fiscal, tandis qu'elle est la championne des dépenses publiques ! En revanche, ce qui est moins connu, c'est que l'organisation de son État est aussi anormalement coûteuse et lourde dans son fonctionnement. La France est septième au classement de la part des employés publics sur l'emploi total : il y a deux fois plus d'agents publics en proportion de l'emploi total qu'en Allemagne.

Cette situation n'est pas une fatalité et le président de la République a pris la mesure du problème en mettant la réforme de l'État à son agenda. Cependant, on mesure très vite le gouffre qui existe entre les propositions qui ont été formulées et les réformes nécessaires, d'autant plus qu'elles feront encore très certainement l'objet de modifications les vidant de leur contenu après la mobilisation de groupes d'intérêts organisés.

Au-delà de la question du nombre de fonctionnaires, il est important de voir que le gouvernement français renonce aussi à un aspect crucial de la réforme de l'État : les modes de recrutement des cadres de la fonction publique et de la gestion des ministères.

D'après Le Point 26/2/2018

OCDE - l'Organisation de Coopération et de Développement Economique